

membre du cabinet parce qu'il ne pouvait accepter la façon d'agir du gouvernement actuel. Le député de Spadina (M. Ryan) a quitté le parti ministériel à la Chambre pour siéger de ce côté-ci comme indépendant. Qu'avait-il à dire à propos des occasions de participer aux débats et du Règlement? Et qu'avait à dire le député d'York-Ouest (M. Givens)? Voici un extrait du numéro du 19 janvier du *Star* de Toronto:

M. Givens a déclaré que cela rend les députés «aussi inutiles qu'un pis à un bœuf».

Son allusion est fort évidente. Qu'avait à dire le député d'York-Est (M. Otto) sur le régime des comités? Il aurait déclaré selon le numéro du 20 février du *Globe and Mail*:

... le gouvernement a indiqué à ses députés de l'arrière-ban qu'ils ne doivent pas modifier les bills ou les crédits aux comités des Communes.

La population du pays a-t-elle confié ce mandat au gouvernement?

Une voix: Il devrait démissionner.

M. Horner: Le député d'York-Est a aussi dit, comme le rapporte le *Telegram* dans son numéro du 20 février:

Bien que les comités aient été chargés d'accomplir une grosse somme de travail, les députés ministériels membres du comité avaient reçu instruction de ne pas apporter de changements aux bills envoyés au comité et de voter exactement comme le gouvernement le leur dirait.

Je ne donnerai pas lecture de ce que les députés de l'opposition auraient déclaré. Les députés de Trinity, de Spadina, de High Park (M. Deakon), d'York-Ouest et d'York-Est, à l'occasion, se sont dits absolument mécontents du régime, car celui-ci les empêche de participer aux débats de la Chambre des communes. Voici cinq députés, représentant des grandes villes du Canada, qui rejettent complètement la façon dont le Parlement fonctionne et qui se croient à peu près aussi inutiles qu'un pis à un bœuf.

M. Baldwin: D'autres députés ministériels pensent la même chose, mais ils n'ont pas le courage de le dire.

M. Horner: Le gouvernement ne peut se tenir au fait des problèmes nationaux que si les ministres sont présents à la Chambre pour la période des questions et répondent aux questions. Mais les ministres brillent par leur absence; ils jouent à cache-cache durant la période des questions. D'autres, aussi, se comportent un peu comme le ministre des Transports (M. Jamieson) quand il annonçait la réorganisation de son ministère. Au lieu de déclarer à la Chambre qu'il allait remanier son ministère et de répondre aux questions des députés, il a fait une déclaration à la télévision à 10 heures du matin.

D'autres ministres font de même, puis déposent leur rapport à la Chambre sans donner aux élus du peuple l'occasion de l'examiner en priorité et de demander des questions intelligentes. J'ai dit maintes et maintes fois qu'un tel comportement était intolérable, car les ministres se soustraient ainsi à leurs responsabilités envers les représentants que le peuple a élus par les voies démocratiques. Je me demande, parfois, pourquoi ne pas adopter un régime présidentiel, car, dans un tel régime, il y a au moins des contrepoids au pouvoir de l'exécutif. Les comités du gouvernement des États-Unis ont des pouvoirs réels et ils limitent ceux de l'exécutif. Dans notre régime actuel, nous semblons nous diriger vers une forme de gouvernement présidentiel, sans avoir les contrepoids qui contrebalancent les pouvoirs du président.

La motion dont la Chambre est saisie est à propos et elle exprime clairement à tout député de l'arrière-ban le danger qui menace le Canada. Notre régime parlementaire empire parce que, même si notre premier ministre prend parfois des décisions hâtives qui ne sont pas toujours dans l'intérêt supérieur du pays, il n'a pas à en répondre à personne. Le président du Conseil privé s'est plaint que la période des questions soit devenue un assaut de boxe pour marquer des points politiques. Peut-être est-ce ainsi que le cabinet la considère. Nous essayons de poser des questions honnêtes et d'obtenir des renseignements sur la politique du gouvernement, mais nous n'avons en retour que des réparties cinglantes et des mots piquants. Par exemple, il suffirait de lire le compte rendu pour s'apercevoir que 90 p. 100 des réponses du premier ministre sont des réparties politiques qui ne fournissent aucun renseignement. Est-ce là ce que les Canadiens lui ont demandé de faire lorsqu'ils l'ont élu? Est-ce là le comportement d'un gouvernement qui doit répondre à la nation?

Notre système de gouvernement repose sur le principe suivant lequel le gouvernement est responsable devant les représentants élus du pays. Le premier ministre n'a pas accepté cette responsabilité et, tant qu'il ne l'aura pas fait, un climat d'agitation et de malaise continuera à régner à travers le pays. Voyons les choses en face; si les gouvernements ne se préoccupent pas du sort des peuples, on assistera à des incendies volontaires, à des lynchages et à toutes sortes de destructions. Il suffit de voir ce qui se passe outre-frontière. Dans notre système de gouvernement, nous exprimons les sentiments de colère du pays au moyen de nos débats et en demandant que le gouvernement assume ses responsabilités envers les représentants démocratiquement élus du peuple. C'est une chose que le gouvernement actuel n'a pas voulu accepter. Il n'a